

Compte rendu du CSA Local du 9 Avril 2024

ORDRE DU JOUR :

- Approbation PV des 24/1/24 et 13/2/24
- Budget DDFIP (exécution 2013, prévisionnel 2024)
- Plan local de formation 2024
- Bilan télétravail 2023
- Bilan des recrutements 2023
- Campagne IR 2024
- Bilan d'activité des CDL
- Questions diverses

Vos représentants CGT Finances Publiques 47 n'ont pas participé à la première et la seconde convocation de ce CSAL pour protester contre la décision de la directrice de ne pas accorder le pont naturel du 10 mai 2024 à tous les agents de la DDFIP 47.

En intersyndicale, nous avons déposé un préavis de grève ([ici](#)) en entrée de séance avant de quitter la salle.

Pour autant, cela ne nous empêche pas de vous livrer un compte rendu, à partir des documents que nous avons reçus avec, de temps en temps, nos remarques et analyses sur les sujets qui étaient à l'ordre du jour.

Point 1 – Approbation PV CSAL 24/1/24 et 13/2/24

- PV 24/1/24 : Nous aurions voté POUR l'élaboration de ce PV qui retranscrit correctement les débats. Mais, nous rappelons que nous étions CONTRE le sujet à l'ordre du jour : les suppressions d'emplois.
- PV 13/2/24 : Nous aurions voté CONTRE ce PV car Mme PERNOT a refusé qu'y soit retranscrits ses propos sur son refus d'accorder le pont du 10 Mai 2024.

Point 2 – Budget DDFIP (exécution 2023 – prévisionnel 2024)

Il est surtout à noter l'indigence des documents mis à notre disposition qui ne permettent pas aux élus d'avoir les éléments budgétaires détaillés. C'est particulièrement vrai concernant l'exécution du budget 2023 sur lequel nous avons décidé de faire l'impasse dans ce compte rendu... à un détail près : « amélioration des conditions de vie au travail » = 16500 € pour les journées « cohésion », séminaires, repas de fin d'année, etc. La preuve que la continuité du service public s'entend comme elle veut pour la direction locale ...

Sans surprise, pour 2024, le budget continue et va continuer à diminuer dans un contexte de réduction des effectifs, des implantations immobilières et des moyens. Un budget d'austérité qui est en adéquation avec la politique gouvernementale ultralibérale et en guerre contre le service public.

Ainsi, suite aux annonces gouvernementales d'économies budgétaires (10 milliards), le budget prévisionnel départemental 2024 est amputé de 5 % entre le montant initial et les crédits définitifs alloués, soit - **47166 euros qui se répartissent comme suit :**

- ✓ dépenses affranchissement : – 15 000,
- ✓ télécom : – 5000,
- ✓ loc et entretien matériel : – 15000
- ✓ moyens généraux courants : -12166

S'y ajoute quelques questions sur les choix locaux dans la répartition des crédits 2024 :

- frais de déplacement crédits de 144 808 en 2023 à ... 11311 pour 2024
- location entretien matériel qui passe de 113700 à ... 80000 pour 2024
- ligne formations qui passe de 131687 euros à ... 68724 euros pour 2024

Ci dessous le tableau global :

Année de gestion : 2024

Ne pas porter les centimes (exécution au 31/12/2023)

Référentiel activités			Exécution 2023		Répartition des crédits notifiés en 2024	
Opérations budgétées (OB)	Activité	Code activité	AE	CP	AE	CP
Dépenses du propriétaire 0156000101	acquisitions/constructions	015600010101	-73813	17603	0	18000
	travaux structurants	015600010102	0	0	0	0
	entretien lourd	015600010103	286045	250049	453909	444000
Sous-Total (OB) "Dépenses du propriétaire"			212232	267652	453909	462000
Dépenses de l'occupant 0156000102	entretien courant	015600010201	572479	152027	155000	155000
	énergies et fluides	015600010202	74239	74239	78000	78000
	loyers non budgétaires	015600010204	817786	149892	0	94732
	prestations intellectuelles	015600010205	60600	18276	10000	55000
	services	015600010206	119200	291350	129000	286187
	autres dépenses	015600010207	0	0	0	0
Sous-Total (OB) "Dépenses de l'occupant"			1644304	685784	372000	668919
Total (OP) "Dépenses immobilières"			1856536	953436	825909	1130919
Dépenses métier 0156000201	dépenses d'affranchissement	015600020101	205873	205966	190000	190000
	impression et reprographie	015600020102	88317	28641	10000	35000
	frais de déplacement mission (hors formation)	015600020103	144808	144808	11311	11311
	frais de justice	015600020104	34220	34220	27476	27476
	frais bancaires	015600020105	10307	10307	8454	8454
	remises versées aux débiteurs de tabac (si action 02-02)	015600020106	0	0	0	0
Total (OP=OB) "Dépenses métier"			483525	423942	247241	272241
Informatique du réseau 0156000302	achats de services informatiques et de logiciel	015600030201	660	1693	1000	1000
	matériels & consommables informatiques	015600030202	35300	31822	35000	35000
Frais de réseau 0156000303	frais de réseau	015600030301	2051	2051	1500	1500
télécommunications 0156000304	télécommunications	015600030401	52603	55146	45000	45000
Total (OP=OB) "Dépenses informatiques"			90614	90712	82500	82500
Dépenses de fonctionnement courant 0156000401	achats - locations & entretien de matériels	015600040101	107944	113700	80000	80000
	formation	015600040102	116687	131687	68724	68724
	sécurité fonctionnement	015600040103	9441	9840	10000	10000
	frais de transports	015600040104	6216	19489	9000	20000
	action sociale	015600040105	15481	15481	0	0
	prestations de service	015600040106	11765	12185	13000	12000
	fournitures	015600040107	29385	23395	30000	25000
	moyens généraux	015600040108	89920	80341	77834	69834
Total (OP=OB) "Dépenses de fonctionnement courant"			386839	406118	288558	285558
TOTAL			2 817 514	1 874 208	1 444 208	1 771 218

Point 3 – Plan local de formations 2024

Nos remarques :

- aucun bilan concernant 2023 et baisse du montant global des crédits de formations pour 2024 (ci dessus).
- Où est passé le stage « Protection et sécurité des agents- prévention et gestion des incivilités » qui était prévu au 1^{er} trimestre 2024 ?

Point 4 – Bilan télétravail 2023

Nos remarques :

- en réalité, le bilan présenté est de 2022 (contexte post Covid), pas de 2023 ...
- aucune donnée comparative avec les autres départements : aux dernières infos en notre possession, le pourcentage de télétravailleurs dans le 47 était inférieur à beaucoup de département et surtout, à la moyenne nationale.
- le bilan indique qu'il n'y a pas eu de refus au niveau local : normal puisqu'il n'est presque jamais expliqué à l'agent ce qu'il doit faire en cas de désaccord ... C'est de suite plus simple!

RAPPEL CGT : il y a possibilité de faire recours en CAP nationale quand ta demande initiale est refusée => Pour cela tu dois **OBLIGATOIREMENT SAISIR TA DEMANDE INITIALE DANS SIRHIUS** afin d'avoir la notification du refus. **C'est particulièrement le cas si tu es en « situation de vulnérabilité » ou pour « raisons médicales ».**

CONTACTE NOUS !

- aucune formation initiale pour les encadrants du département sur les modules liés au télétravail ...

Les principales revendications CGT sur le télétravail :

- augmenter le forfait journalier télétravail
- pas de télétravail obligatoire

Point 5 – Bilan des recrutements 2023

- 17 contractuels annoncés au total dans le document (4,33 % des effectifs du département) mais dans le détail, nous n'avons que ... 10 noms ! (Sûrement une coquille)

=> Question (humoristique ... bien sur) : la différence de 7, c'est des emplois fictifs ... ??

- 7 services civiques et 5 apprentis
- 3 PACTES

Constat :

- au moins 5 contractuels sont en réalité des détachements issus d'autres ministères. Les règles ont donc changé mais on ne sait pas quand et pourquoi ?
- on assiste à une accélération de la précarisation des emplois dans la fonction publique...

Point 6 – Campagne IR 2024

- la vitesse pour la note de campagne du 47 a été proportionnellement inverse à celle de la parution des ponts naturels 2024
- Le document à notre disposition reprend seulement le laïus de la note nationale : rien sur l'organisation dans le 47.

Commentaires CGT :

Vous noterez bien au passage qu'il n'était prévu à l'ordre du jour QUE la campagne 2024 (de façon très minimaliste), sans aucun bilan de la campagne 2023, contrairement à ce qui c'est fait dans d'autres départements. Peut être qu'il n'était pas utile d'aborder :

- la catastrophe GMBI
- les outils informatiques et téléphoniques à la traîne accentuant les difficultés pour les agents et les usagers
- la charge de travail notamment pour les SIP (pas que) avec le nombre considérable d'e-contact, mail et appels téléphoniques à traiter en très peu de temps.
- la diminution de nos capacités d'accueil, etc, etc.

D'autant moins utile d'aborder tout ça quand cela sert de prétexte fallacieux à refuser le pont du 10 mai !

Point 7 – Bilan d'activité des CDL (conseiller aux décideurs locaux)

- dans le 47, bonne appréciation générale du travail des CDL : 91 % de satisfaction.
=> Mais quel était ce taux pour les chefs de poste du temps des trésoreries de proximité ?
- dans le 47, à ce jour, 9 EPCI sur 12 ont signé la convention NRP
- des collectivités demandent encore des conseils sur le budget aux SGC

Perspectives pour 2024 :

- 1 nouvelle CDL arrive enfin pour combler l'emploi vacant, mais va devoir être formé.

Commentaire CGT => Les CDL n'auront peut-être pas le temps d'aider toutes les mairies pour leur budget

- un départ en retraite en 2024 => sera t'il remplacé ?

Dans l'attente, le portefeuille va être réparti entre les autres CDL.

Point 8 – Questions diverses

N'ayant pas siégé, la section CGT va faire un mail à la direction locale concernant plusieurs sujets :

- problème de livraison de toner à Marmande, Villeneuve et Agen, dans le cadre du nouveau marché pour les copieurs : l'avance de cartouche ne serait pas possible ?
- Marmande : dans certains bureaux les thermostats sont bloqués, empêchant de baisser le chauffage si cela s'avère nécessaire.
- est ce que le déménagement du SIE relocalisé se fera en même temps que les autres services au Bat B de la Cité ?
- quand va se faire la réception complète des travaux au Bat D (espace de restauration) ?

Les élus CGT en CSA Local

Sandrine GALLEGO - Michel RABILLARD - Patrice MARTIN - Jean François DUCOS

Email: cgt.ddfip47@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet: <http://www.financespubliques.cgt.fr/47/>

Et sur Facebook : <http://www.facebook.com/CGT.Finances.Publiques.47/>

Ne reste pas seul : Adhère à la CGT !

Nom prénom :

Adresse administrative :

Grade :

Echelon/Indice :

Mel :

Temps partiel :

Date:.....

Signature,



A RENVOYER A : cgt.ddfip47@dgfip.finances.gouv.fr